

l'Indice de l'Activité Commerciale déterminé en rythme annuel ainsi que de celui du nombre de visiteurs ayant débarqué dans le pays en 2013. Selon les chiffres en provenance du Ministère du Tourisme, le nombre de touristes (croisiéristes et touristes de séjour inclus) a crû de 4.2% passant de 988.140 en 2012 à 1.030.108⁴ en 2013.

Parallèlement, avec une valeur ajoutée de 1117 millions de gourdes à prix constants en 2013 contre 1078 millions en 2012, la **branche Transport et Communication**, en progression continue depuis 2011, a impacté de manière positive l'évolution des services marchands. Cette performance est surtout subséquente aux effets des projets d'investissements engagés dans le secteur des télécommunications depuis quelques années.

Hausse de la demande globale

En ce qui concerne la demande interne, la **consommation finale et l'investissement** ont eu une influence positive sur le niveau de croissance réalisée en 2013. En effet, la consommation finale qui représente près de 67% de la demande globale a tiré la croissance avec une augmentation, en volume, de 3.2% après avoir chuté de 5.7% en 2012. Cette hausse serait liée aux effets conjugués de l'accroissement des envois de fonds⁵ des travailleurs de la diaspora en hausse de plus de 10% par rapport à 2012 et des transferts en nature et en espèce du gouvernement aux ménages.

De son côté, l'**investissement** a enregistré une hausse de plus de 6%, en termes réels, au cours de l'année fiscale 2013 avec 5745 millions de gourdes contre 5417 millions en 2012.

Ce résultat positif est consécutif à l'accroissement des dépenses d'investissement public qui ont atteint 13.4 milliards⁶ de gourdes en valeur courante, soit une progression de plus de 9% par rapport à 2012, et à l'octroi de plus de 11% de crédit par le système bancaire à l'économie favorisant ainsi davantage d'initiatives du secteur privé des affaires.

⁴ Données fournies par le Ministère du Tourisme

⁵ Balance des Paiements

⁶ Tableau des Opérations Financières (TOF), Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
En millions de gourdes courantes					
	2008-09	2009-10*	2010-11*	2011-12**	2012-13***
PIB	267880	266952	302854	328061	364811
Importations	114048	172849	178605	174400	192970
Offre Globale	381928	439801	481459	502461	557781
Consommation	266197	331020	344247	350070	381652
Investissement	73647	67825	84364	96925	109585
Exportations	42084	40956	52848	55466	66544
Demande Globale	381928	439801	481459	502461	557781

En millions de gourdes constantes de 1986-1987					
	2008-09	2009-10*	2010-11*	2011-12**	2012-13***
PIB	14042	13270	14003	14407	15026
Importations	18318	22117	22140	20883	21553
Offre Globale	32360	35387	36143	35290	36579
Consommation	22581	25687	24971	23677	24329
Investissement	4982	4657	5103	5417	5745
Exportations	4797	5043	6069	6196	6505
Demande Globale	32360	35387	36143	35290	36579

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
Note: *Semi-définitifs - **Provisoires - ***Estimations

La demande externe n'est pas en reste, les **exportations haïtiennes** ont contribué à la croissance de cette année en enregistrant 5% d'augmentation, à prix constants. A l'origine de cette performance se trouve particulièrement l'accroissement, à prix courants, de 14% de la valeur ajoutée de l'exportation des industries textiles⁷ ainsi que celui des huiles essentielles et des produits primaires qui ont respectivement progressé de 6.5% et de 6.2%.

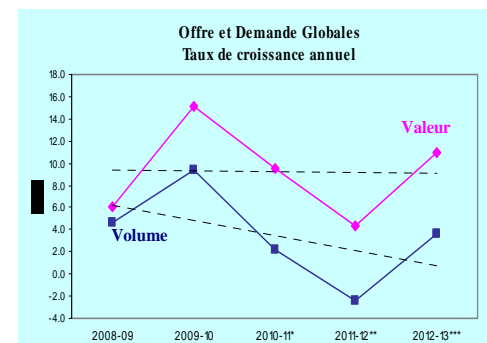
Perspectives pour 2014

En termes de perspectives, l'économie haïtienne devrait continuer de croître en 2014 sous l'impulsion de certaines initiatives privées et des investissements publics importants annoncés pour les grands projets sectoriels qui seront poursuivis dans le cadre du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH).

Néanmoins, la croissance économique en 2014, devrait être moins prononcée qu'en 2013 à cause de certains facteurs négatifs qui pourraient constituer des goulots d'étranglement, notamment le retour à la hausse des cours mondiaux, le retard enregistré dans le vote de la loi de finance de 2014, retardant ainsi le démarrage ou la poursuite de certains travaux.

De plus, l'année économique 2014 sera aussi influencée par la

réalisation d'élections pour renouveler le personnel politique du pays avec tout ce que cela comporte en termes de risques et surtout d'incertitudes du côté des agents économiques. Ainsi, la bonne performance du secteur réel de l'économie en 2014 sera tributaire d'un environnement macroéconomique particulièrement stable, du dynamisme des agents économiques, du compromis et de l'esprit de discernement de tous les acteurs politiques. Ce sont là des conditions indispensables pour préserver l'embellie de 2013.



INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, # 1
Tél. : 2813-1387, 2943-2665
Emails : ihsi@ihsi.ht
dseihsi2000@yahoo.fr
Site:www.ihsi.ht

⁷Balance des Paiements
Banque de la République d'Haïti (BRH)

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2013



Direction des Statistiques Economiques, DSE

Regain d'activité en 2013

L'économie haïtienne, au terme de l'exercice fiscal 2012-2013, est caractérisée par une meilleure évolution du rythme de croissance du produit intérieur brut (PIB) qui a atteint, en volume, 4.5% de hausse en comparaison avec l'année antérieure où le taux d'accroissement se situait à 2.9%. Ce résultat positif résulte, en effet, du dynamisme affiché par la quasi-totalité des branches d'activité en 2013.

Sur le plan sectoriel, l'amélioration du PIB a été soutenue grâce à l'évolution croissante des trois grands secteurs de l'économie. Le secteur primaire, après une chute relativement peu prononcée de 1.3% en 2012, s'est mieux comporté cette année avec 4.5% de hausse suite à l'expansion de ses deux principales composantes, en l'occurrence la **branche agriculture, sylviculture, élevage et pêche** et celle des industries extractives qui ont crû respectivement de 4.5% et de 5.9%.

Au niveau du secteur secondaire, sous l'impulsion des grands travaux d'infrastructure, la croissance a été surtout tirée par la **branche des Bâtiments et Travaux Publics (BTP)** qui a crû de près de 10%. Hormis les sous-secteurs de la fabrication d'ouvrages en bois (-2%), de la fabrication du papier et de carton (-1%) et ceux opérant dans la construction d'ouvrages métallurgiques de base (-2.7%) qui ont légèrement fléchi, toutes les autres composantes de ce secteur ont également imprimé une croissance positive au renforcement de la valeur ajoutée du secteur.

Le secteur des services qui représente un peu plus de 51% du produit intérieur brut en 2013, s'est renforcé en atteignant 3.7% de hausse contre 3.3% en 2012. Le dynamisme dont a fait montre ce secteur a été surtout mené par la **branche Commerce, Restaurants et Hôtels** qui a atteint, à prix constants, 4.1 milliards de gourdes en 2013 contre 3.9 milliards en 2012, soit un accroissement de 4.9%. A signaler toutefois la prédominance du sous-secteur Commerce qui s'est étiré à près de 5%, en affichant 3.9 milliards de gourdes constantes comme valeur ajoutée sur la période.

Vue sous l'angle de la demande globale, la croissance économique de 2013 est également imputable au dynamisme de la consommation finale et des investissements qui se sont respectivement accrus de 2.8% et de 6.1% par rapport à 2012. A la faveur des exportations haïtiennes qui ont atteint 6.5 milliards de gourdes à prix constants, les échanges avec l'extérieur ont contribué à près de 5% à la croissance, le solde commercial ayant toutefois permis d'observer une progression de près de 2.5% en 2013 par rapport à 2012.

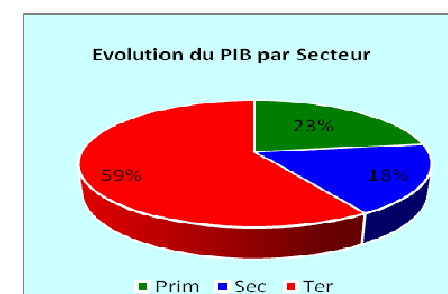
En ce qui concerne les prix à la consommation, l'inflation a pu être réduite en passant de 6.5% en septembre 2012 à 4.5% à la fin de l'exercice fiscal 2013 en glissement annuel. Cette performance résulte de l'effet combiné de l'offre de produits locaux sur le marché et d'une certaine stabilité des cours mondiaux notamment le pétrole et les denrées de base.

Analyse sectorielle du PIB

Hausse de la branche agricole

Contrairement à l'exercice précédent où l'on avait enregistré une baisse de 2.2% de la valeur ajoutée du secteur, la **branche agriculture, sylviculture, élevage et pêche** a renversé la tendance en atteignant 3.4 milliards de gourdes, à prix constants, soit un accroissement de 4.5% par rapport à 2012. Dans le souci d'accroître la production

agricole de certaines régions du pays, selon des responsables du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR),



la plupart des communes des départements du Nord, du Sud, du Sud-Est, des Nippes, de la Grand-Anse, du Nord-Ouest et d'Anse-Rouge dans l'Artibonite ont bénéficié de l'assistance technique des pouvoirs publics à travers la mise en oeuvre d'un ensemble d'actions visant à revitaliser leur production agricole. Parmi ces actions on peut citer :

- L'exécution de certains travaux en vue du renforcement et de

l'arrosage des surfaces cultivées.

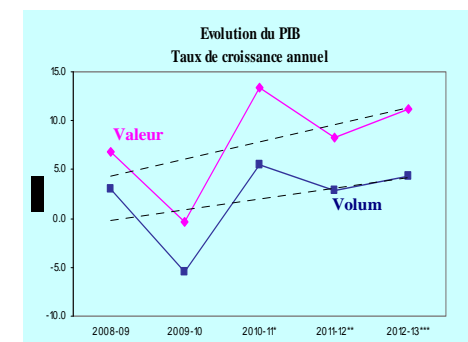
- l'aménagement de certaines routes agricoles.
- l'octroi d'outils, d'intrants, de semences et de tracteurs agricoles à des cultivateurs.

Bénéficiant également des effets d'autres programmes mis en place par le Ministère et d'une pluviométrie clémente, les cultures céréalières et vivrières de base dont notamment le riz (61.9%), le maïs (32%), le sorgho (21.7%), les haricots (12.2%), le manioc (22%), la banane (38%), les patates douces (4.2%) pour ne citer que ces produits¹ ont connu une meilleure performance de leur niveau de production par rapport à la campagne de 2012.

Parmi d'autres facteurs ayant contribué à l'amélioration de la production agricole, on peut mentionner :

- le renforcement, à partir de l'usage de produits phytosanitaires des programmes de lutte contre les maladies et les ennemis des cultures tels que la mouche des fruits, le charançon de la patate douce, les fourmi-folles et le scolyte du caféier dans la plupart des communes du département de la Grande-Anse et également à Ouanaminthe et à Jean Rabel.

- l'encadrement technique à des paysans et à des groupements agricoles en vue du renforcement de la production végétale et du contrôle de leur qualité dans le cadre du projet de Renforcement des Services Publics



¹ Ministère de l'Agriculture des ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR (En millions de gourdes constantes de 1986-1987)					
Branches d'activité	2008-09	2009-10*	2010-11*	2011-12**	2012-13***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3300	3298	3262	3220	3366
Industrie Extractives	17	17	20	18	18
Industries Manufacturières	1075	912	1074	1150	1175
Electricité et Eau	67	70	91	69	69
Bâtiments et Travaux Publics	1123	1169	1275	1345	1470
Com., Restaurants et Hôtels	3913	3601	3765	3954	4147
Transports et Communications	992	963	1092	1078	1117
Autres Services Marchands	1654	1536	1577	1638	1692
Services non Marchands	1519	1540	1584	1629	1672
Branche Fictive I	(689)	(839)	(810)	(853)	(910)
Valeur ajoutée brute totale	12971	12267	12930	13246	13817
Impôts moins subventions sur les produits	1071	1003	1073	1161	1209
Produit intérieur brut	14042	13270	14003	14407	15026
Taux de croissance	3.0	-5.5	5.5	2.9	4.3

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

Note: *Semi-définitifs - **Provisoires - ***Estimations

1: Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la "production imputée de services bancaires" (SCN 93).

Agricoles (RESEPAG) financé par des fonds provenant du Trésor Public et d'un appui de la Banque Mondiale dans le Sud-Est particulièrement à Thiotte, dans la plaine des Cayes, à Camp-Perrin, à Grande Rivière du Nord, etc.

- le curage régulier de façon manuelle des canaux d'irrigation pour la disponibilité en eau notamment dans la vallée de l'Artibonite, les plaines du Cul de Sac, de Cabaret, de l'Arcahaie, de Léogâne, des Gonaïves, des Cayes et de St Raphaël.

- l'amélioration de la fertilité des sols par le biais de techniques agricoles appropriées dans le cadre du projet RESEPAG pour certaines communes à savoir les Cayes, Camp-Perrin, Thiotte, etc.

- la réhabilitation et la construction de bassins versants, de lacs collinaires, de plans d'eau et de canaux d'irrigation pour le renforcement et l'amélioration de certaines cultures dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale (BM), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le Fond International de Développement Agricole (FIDA), l'Union Européenne (UE) et Taïwan principalement dans l'Artibonite,

à Gonaïves, Bombardopolis, Trois-Rivières, Côte de Fer, Grande Rivière de Jacmel, Jérémie, pour ne citer que ces communes.

Parallèlement, la **branche des industries extractives**, l'autre composante du secteur primaire, a enregistré une hausse de 5.9% par rapport à l'exercice fiscal 2011-2012. Cette performance réalisée par cette branche d'activité concorde bien avec l'évolution progressive de la branche connexe des bâtiments et travaux publics.

Croissance modérée des Industries Manufacturières

La valeur ajoutée de la **branche des industries manufacturières** a connu une évolution moins robuste en 2013 par rapport à l'exercice fiscal antérieur. Se chiffrant en effet à 1175 millions de gourdes constantes à la fin de septembre 2013, elle n'a progressé que de 2.2% contre 7% en 2012.

Cette progression peut être imputée à la hausse affichée par les industries de fabrication de produits alimentaires et de boissons, des textiles et d'habillement, de produits chimiques et des produits minéraux non métalliques qui ont respectivement cru de 1.5%, 4.5%, 4.4% et 4.6%.

Cependant, le ralentissement du rythme de croissance résulte, entre autres, de la tendance baissière observée au niveau des industries de bois, de papier et de carton et de produits métallurgiques de base qui ont légèrement chuté, respectivement de 2%, 1% et 2.7%.

Hausse du secteur de la construction

Après avoir enregistré une hausse relativement élevée de plus de 5% en 2012, la branche des **Bâtiments et Travaux Publics (BTP)** continue de croître à un rythme beaucoup plus performant avec 9.3% de croissance réalisée au terme de l'exercice fiscal 2012-2013.

Cette dynamique de croissance a été impulsée grâce aux investissements consentis dans le secteur, à la fois par le gouvernement et les agents économiques, pour la réalisation de grands travaux d'infrastructures routières et agricoles, de construction et d'aménagement de bâtiments publics et sanitaires, d'aéroports, de logements sociaux, d'édifices scolaires, de maisons de commerce, d'hôtels, etc.

Il faut souligner que la croissance positive des BTP a tiré aussi celle d'autres branches d'activité qui lui sont connexes telles que les industries extractives et la fabrication de produits minéraux non métalliques.

Evolution différenciée des services de base

Avec une valeur ajoutée estimée à quelques 69.3 millions de gourdes à prix constants, quasiment pareille à celle de 2012 (69.0 millions), les services de base qui sont constitués de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité ont globalement stagné en 2013. Cette stagnation s'explique par les contreperformances enregistrées au niveau de la production de certaines composantes du secteur.

En effet, la production d'électricité qui se chiffrait à 1082 millions

de kw/hrs en 2012 est passée à 1097 millions² en 2013, soit une progression de 1.4%. Cette faible croissance est imputable à l'évolution mitigée des deux composantes du secteur.

La production thermique qui avait atteint 907 millions de kw/hrs en 2012 a enregistré 3% d'accroissement au terme de l'exercice fiscal 2013.

Cette évolution positive résulte de la meilleure performance réalisée par la quasi-totalité des centrales thermiques installées à travers les différentes régions géographiques du pays.

Outre les actions entreprises par l'Electricité d'Haïti (EDH) pour accroître sa production, ce secteur a aussi largement bénéficié de l'appui du gouvernement en termes de subvention en carburants et de l'achat d'énergie du secteur privé.

Par contre, la production hydro électrique est en net recul par rapport à l'exercice antérieur où elle avait connu une hausse de près de 25%. Atteignant en effet 163 millions de kw/hrs en 2013, contre 174.9 millions en 2012, elle s'est déclinée de près de 7%.

Cette contraction de la production hydro est due essentiellement aux effets combinés de l'abaissement du niveau des lacs par suite d'ensablement et de sécheresse, du fonctionnement irrégulier de la Centrale de Péligré dû aux travaux d'entretien et de réparation et du dysfonctionnement pendant environ six mois de façon intermittente de la centrale de Délugé Lanzac par suite de défaillance de turbines et de destruction de berges protégeant les bassins versants du lac.

Parallèlement, les informations issues de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) révèlent encore cette année un certain fléchissement de la production d'eau qui a atteint globalement un volume de 55.5 millions de mètres

cubes contre 58.6 millions³ en 2012, soit 5.3% de baisse.

La production des forages qui s'était inclinée à 11.3% en 2012 a continué de chuter en atteignant 13.4 millions de mètres cubes contre 13.9 millions pour l'exercice antérieur, soit une régression de 3.6%.

Cette diminution, selon la DINEPA, serait imputable à un manque de compensation en énergie électrique à partir des réseaux de l'EDH pour l'alimentation des centres de production et de distribution d'eau et aussi à l'insuffisance de la production d'électricité générée par la DINEPA, elle-même, en raison de difficultés techniques et de vétusté de certains groupes électrogènes et de certaines pompes.

En ce qui concerne les sources, la production d'eau qui était évaluée à 44.7 millions de mètres cubes en 2012 s'est encore repliée cette année avec 42.1 millions.

Cette déficience est essentiellement due à la mauvaise performance des rendements obtenus à partir des points de captage de certaines sources par suite de sécheresse.

Croissance des services marchands

La valeur ajoutée des **services marchands** a accumulé approximativement en 2013 un montant de 7.0 milliards de gourdes à prix constants contre 6.7 milliards en 2012. Cet accroissement est à la base des progrès enregistrés par la totalité des branches de ce secteur.

Avec un taux de croissance réelle de 4.9 % contre 5% en 2012, l'activité au niveau de la **branche Commerce, Restaurants et Hôtels** est apparue comme étant la plus dynamique au niveau du secteur tertiaire. La progression de la valeur ajoutée de cette branche reflète l'accroissement de plus de 14% de

² Electricité d'Haïti (EDH)

³ Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)